

Commission Paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux.

Convention collective de travail du 1^{er} juillet 2010 instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds 2^{ème} pilier CP 130 labeur» (en abrégé F2PL) et fixant ses statuts.

Art. 1 – Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, à l'exclusion des employeurs et des travailleurs tombant sous le champ d'application de la convention collective de travail pour les entreprises de presse quotidienne conclue le 18/10/2007 au sein de la commission paritaire précitée et enregistrée sous le n° 85853/CO/130 (AR 01.07.2008 – MB 14.10.2008).

Art. 2 – Objet

La présente convention collective de travail instaure un Fonds « 2^{ème} pilier » pour les travailleurs relevant de la commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, à l'exclusion de la presse quotidienne, dénommé ci-après Fonds 2^{ème} pilier CP130 labeur.

Art. 3 – Entrée en vigueur et durée

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} juillet 2010 et est conclue pour une durée indéterminée

Art. 4 – Dénonciation de la convention collective de travail

La présente convention collective de travail peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux et aux organisations signataires de la présente convention collective.

La résiliation de la présente convention collective de travail entraîne automatiquement la dissolution du Fonds 2^{ème} pilier CP130 labeur.

Art. 5 – Force obligatoire

Les parties demandent la force obligatoire.

ANNEXE :

<p>STATUTS DU FONDS 2^{ème} PILIER (F2PL)</p>
--

Chapitre 1 Instauration, dénomination, siège social, objet et durée

Art. 1 – Il est institué un fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds 2^{ème} pilier CP130 LABEUR » (en abrégé F2PL) conformément aux dispositions de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

Art. 2 - Le siège social du Fonds 2^{ème} pilier CP130 labeur est établi à 1070 Bruxelles, Rue Bara 175.

Art. 3 – Le Fonds 2^{ème} pilier CP130 labeur est institué pour remplir le rôle d'organisateur du régime de pension sectoriel tel que déterminé par la convention collective de travail du 1^{er} juillet 2010 visant à instaurer un régime de pension sectoriel pour les travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'imprimerie et des journaux, à l'exclusion de la presse quotidienne.

Art. 4 – Le rôle d'organisateur du régime de pension sectoriel se limite à :

- l'organisation de la transmission des données nécessaires à la mise en œuvre et au fonctionnement du régime de pension sectoriel ;
- l'organisation du transfert financier ;
- le contrôle du fonctionnement général et des résultats de l'organisme de pension en charge du régime de pension sectoriel ;
- l'information aux affiliés et à leurs employeurs concernant le régime de pension sectoriel ;
- la définition des modalités et des procédures nécessaires à l'exécution du rôle d'organisateur.

Chapitre 2 Champ d'application

Art.5 – Les présents statuts s'appliquent :

1° employeurs qui relèvent du champ d'application de la convention collective de travail du 1^{er} juillet 2010 visant à instaurer un régime de pension sectoriel pour les travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'imprimerie et des journaux, à l'exclusion de la presse quotidienne ;



2° aux ouvriers et ouvrières occupés par les employeurs visés au 1°

Chapitre 3 Avantages

Art. 6 – Le régime de pension sectoriel constitue l'avantage octroyé par le Fonds 2^{ème} pilier CP 130 labeur.

Les personnes qui peuvent bénéficier de cet avantage sont les ouvriers et les ouvrières occupés par les employeurs qui relèvent du champ d'application de la convention collective de travail du 1^{er} juillet 2010 visant à instaurer un régime de pension sectoriel pour les travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'imprimerie et des journaux, à l'exclusion de la presse quotidienne.

La convention collective de travail précitée mentionne la nature de cet avantage, les modalités d'octroi et de liquidation de celui-ci.

Chapitre 4 Gestion

Art. 7 – Le Fonds 2^{ème} pilier CP130 labeur est géré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des employeurs et des travailleurs.

Ce conseil est composé de huit membres effectifs, quatre représentants des employeurs et quatre représentants des travailleurs.

Le conseil d'administration est complété de huit membres suppléants qui sont désignés dans les mêmes conditions et délais que les membres effectifs. En cas d'empêchement, les membres suppléants remplacent les membres effectifs et exercent les mêmes pouvoirs.

La commission paritaire désigne parmi ses membres effectifs et suppléants les membres effectifs et suppléants au conseil d'administration du fonds.

Le mandat de ceux-ci expire en même temps que leur mandat de membre de la commission paritaire. Toutefois, les membres du conseil d'administration restent en fonction jusqu'à ce que la commission paritaire procède au renouvellement du conseil d'administration.

En cas de décès ou de démission d'un administrateur, la commission paritaire pourvoit à son remplacement en désignant un membre de la commission paritaire appartenant au même groupe que l'administrateur décédé ou sortant.

Art. 8 – Le conseil d'administration désigne son président, à choisir au sein de la représentation patronale.

2

Le conseil d'administration désigne, sur proposition de la représentation patronale, un secrétaire. Celui-ci est chargé de la gestion journalière du fonds. Le secrétaire ne doit pas nécessairement être membre du conseil d'administration.

Art. 9 – Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. En l'absence du président, il se réunit sur convocation du secrétaire et est présidé par le membre de la représentation patronale le plus ancien en fonction.

Le président est tenu de convoquer le conseil une fois par trimestre au moins et dans les quinze jours, lorsque deux membres en font la demande.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux des séances sont établis par le secrétaire et envoyés aux administrateurs dans les 30 jours suivant la séance. Ils sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Les décisions ne sont valables que si elles recueillent au moins la voix de deux membres de chaque groupe représentatif et à condition que le point soumis ait été porté à l'ordre du jour de la séance.

Art.10 – Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds 2^{ème} pilier CP130 travail et peut prendre toutes les mesures qui s'avèrent nécessaires à son bon fonctionnement.

Il est représenté dans toutes les actions et est en justice par le président ou l'administrateur délégué à cet effet.

Le conseil d'administration peut déléguer la totalité ou une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

Art.11 – les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu.

Leur mandat n'est pas rémunéré.

Chapitre 5 Transfert financier

Art. 12 – Les cotisations pour le financement du régime sectoriel de pension sont fixées par CCT conclues au sein de la commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, qui sont rendues obligatoires.

K

Art. 13 – Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office National de Sécurité Sociale.

Art. 14 – Comme le prévoit l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, les modes de calcul, de perception et de recouvrement de ces cotisations, et des éventuelles majorations de cotisations, et les intérêts de retard sont les mêmes que applicables en matière de cotisations de sécurité sociale.

Art. 15 – Ces cotisations sont versées à l'organisme de pension en charge du régime sectoriel de pension, après perception des frais de gestion de 5% au profit du Fonds 2^{ème} pilier CP130 labeur.

Le conseil d'administration peut mandater l'organisme de pension pour qu'il perçoive directement ces cotisations de l'Office National de Sécurité Sociale. Dans ce cas, l'organisme de pension s'acquittera des frais de gestion à l'égard du Fonds 2^{ème} pilier CP130 labeur.

Chapitre 6 Budgets et comptes

Art. 16 – L'exercice prend cours le 1er janvier et se clôture le 31 décembre. Toutefois, le premier exercice prendra cours le 1^{er} juillet 2010 et se clôturera le 31 décembre 2011.

Art. 17 – Chaque année au cours du mois de mars au plus tard, le budget doit être soumis à l'approbation de la commission paritaire.

Art. 18 – Les comptes de l'exercice écoulé sont clôturés le 31 décembre. Le conseil d'administration ainsi que le réviseur ou l'expert comptable désigné par la commission paritaire, en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, établissent chacun un rapport annuel écrit concernant l'accomplissement de leur mission pour l'année révolue. Les comptes et les rapports annuels doivent être soumis à la commission paritaire pour approbation au plus tard au cours du mois de juin.

Chapitre 7 Dissolution

Art. 19 – En cas de dissolution du Fonds 2^{ème} pilier CP130 labeur, la Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux désigne les liquidateurs, définit leurs pouvoirs et appointements et précise la destination des avoirs du Fonds 2^{ème} pilier CP130 labeur.

Paritair comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf

Collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2010 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Fonds 2^{de} pijler PC130 labeur" (afgekort F2PL) en het bepalen van haar statuten.

Art. 1 – Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op werkgevers en werknemers in ondernemingen binnen de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en kranten, met uitsluiting van de werkgevers en werknemers die vallen onder het toepassingsgebied van de CAO voor de dagbladers ondertekend op 18/10/2007 in de voornoemde paritaire commissie en is geregistreerd onder nr. 85853/CO/130 (KB 01.07.2008 - MB 14.10. 2008).

Art. 2 - Doelstelling

Deze CAO voert een fonds "tweede pijler" in voor de arbeiders die onder het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, met uitzondering van de dagbladers vallen, hierna "Fonds 2^{de} pijler PC130 labeur" genoemd.

Art. 3 - Inwerkingtreding en duur

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 2010 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Art. 4 - Beëindiging van de collectieve arbeidsovereenkomst

Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan worden opgezegd door elke partij met een opzeggingstermijn van zes maanden per aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf en aan de ondertekenende organisaties van deze collectieve overeenkomst.

De beëindiging van deze collectieve arbeidsovereenkomst leidt automatisch tot de ontbinding van het "Fonds 2^{de} pijler PC 130 labeur".

Art. 5 – Algemeen bindend

De partijen verzoeken dat deze CAO algemeen bindend wordt verklaard.

AANHANGSEL:

STATUTEN van het "Fonds 2^{de} pijler PC 130 labeur" (F2PL)

Hoofdstuk 1 Invoering, de naam, de maatschappelijke zetel, het doel en de duur

Art. 1 - Er wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht met naam "Fonds 2^{de} pijler PC 130 labeur" (afgekort F2PL) in overeenstemming met de bepalingen van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Art. 2 – De maatschappelijke zetel van het "Fonds 2^{de} pijler PC 130 labeur" is gevestigd te 1070 Brussel, Barastraat 175.

Art. 3 – "Fonds 2^{de} pijler PC 130 labeur" is opgericht om de rol van inrichter van het sectorpensioenplan te vervullen zoals bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2010 die voorziet dat er een sectorpensioenplan wordt opgezet voor de arbeiders werkend in ondernemingen die onder de bevoegdheid van het paritair comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf vallen, met uitzondering van de dagbladpers.

Art. 4 - De rol van de inrichter van het sectorpensioenplan is beperkt tot:

- de organisatie van de overdracht van gegevens die nodig zijn voor de uitvoering en de werking van het sectorpensioenplan;
- de organisatie van de overdracht van financiële middelen ;
- controle op de algemene werking en de resultaten van de pensioeninstelling die verantwoordelijk is voor het sectorpensioenplan;
- informatieverstrekking aan deelnemers en hun werkgevers over het sectorpensioenplan;
- vaststelling van voorwaarden en procedures die nodig zijn bij de uitvoering van de rol van de inrichter.

Hoofdstuk 2 Toepassingsveld

Art.5 - Deze statuten zijn van toepassing op:

1° Werkgevers die vallen onder de werkingssfeer van de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2010 die voorziet dat er een sectorpensioenplan wordt opgezet voor de arbeiders werkend in ondernemingen die onder de bevoegdheid van het paritair comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf vallen, met uitzondering van de dagbladpers.

2° arbeiders en arbeidsters van de werkgever als bedoeld in punt 1

Hoofdstuk 3 Voordelen

Art. 6 – Het sectorpensioenplan definieert het voordeel opgebouwd in het “Fonds 2^{de} pijler PC 130 labeur”.

De werknemers die kunnen profiteren van dit voordeel zijn de arbeiders en arbeidsters indienst bij de werkgevers die vallen binnen het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 2010 die voorziet dat er een sectorpensioenplan wordt opgezet voor de arbeiders werkend in ondernemingen die onder de bevoegdheid van het paritair comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf vallen, met uitzondering van de dagbladpers.

De collectieve arbeidsovereenkomst hierboven, vermeldt de aard van dit voordeel, de regels voor de toekenning en vereffening van dit voordeel.

Hoofdstuk 4 Beheer

Art. 7 - “Fonds 2^{de} pijler PC 130 labeur” wordt beheerd door een raad van bestuur bestaande uit zowel werknemers- als werkgeversvertegenwoordigers.

Deze raad is samengesteld uit acht leden, vier vertegenwoordigers van de werkgevers en vier vertegenwoordigers van de werknemers.

De raad van bestuur bevat ook acht plaatsvervangende leden die worden benoemd onder dezelfde voorwaarden en voor dezelfde duur als de effectieve leden.

Bij afwezigheid, zullen de plaatsvervangende leden optreden in plaats van de effectieve leden en dezelfde bevoegdheden uitoefenen.

Het paritaire comité benoemt onder zijn leden en plaatsvervangende leden de leden en plaatsvervangende leden voor de raad van bestuur van het fonds.

Het mandaat eindigt op hetzelfde moment als hun mandaat als lid van het Paritair Comité. Echter, de leden van de raad van bestuur blijven in functie tot het Paritair Comité de bestuurders van de raad van bestuur vernieuwen.

In geval van overlijden of ontslag van een bestuurder, voorziet het Paritair Comité in de vervanging ervan door de benoeming van een lid van het Paritair Comité van dezelfde groep als de overledene of uitgaande bestuurder.

Art. 8 – De voorzitter, benoemd door de raad van bestuur, wordt gekozen onder de werkgeversvertegenwoordigers.

De raad van bestuur benoemt, op voorstel van de vertegenwoordiging van de werkgevers, een secretaris. Hij is verantwoordelijk voor het dagelijks beheer van het fonds.

De secretaris hoeft niet noodzakelijk lid te zijn van de raad van bestuur.

Art. 9 - De raad van bestuur wordt bijeengeroepen door de voorzitter. In de afwezigheid van de voorzitter, wordt de raad van bestuur bijeengeroepen door de secretaris en wordt voorgezeten door het oudste lid in functie van de werkgeversvertegenwoordiging.

De voorzitter roept de raad van bestuur ten minste eenmaal per kwartaal, of binnen de twee weken indien minstens twee leden hierom verzoeken, bijeen.

De uitnodiging bevat de agenda van de vergadering.

De notulen van de vergaderingen worden voorbereid door de secretaris en bezorgd aan de bestuurders binnen 30 dagen na de vergadering. Zij worden ondertekend door de voorzitter of door twee bestuurders.

Beslissingen zijn slechts geldig indien zij door minstens twee bestuurders van elke representatieve groep worden goedgekeurd en op voorwaarde dat het onderwerp op de agenda van de vergadering werd gezet.

Art.10 - De raad van bestuur bezit uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het "Fonds 2^{de} pijler PC 130 labeur" en kan alle maatregelen nemen die hij nodig acht voor de goede werking van het fonds.

De voorzitter of de gedelegeerde bestuurder daarvoor aangesteld, vertegenwoordigt de raad van bestuur in alle acties en treedt op in rechte van de raad van bestuur.

De raad van bestuur kan alle of een deel van zijn bevoegdheden aan één of meer van zijn leden of zelfs aan derden doorgeven.

Art.11 – De bestuurders nemen geen enkele persoonlijke aansprakelijkheid voor de verplichtingen van het fonds. Hun aansprakelijkheid is beperkt tot de uitvoering van het mandaat dat zij hebben ontvangen.

Hun mandaat wordt niet betaald.

Hoofdstuk 5 Financiële stromen

Art.12 – De bijdragen aan de financiering van het sectorpensioenplan worden vastgesteld in de CAO van het paritair comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf en moeten verplicht betaald worden (uitgezonderd dagbladpers).

Art. 13 - De bijdragen worden geheven en geïnd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Art. 14 - Zoals voorgeschreven door artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, zijn de methoden van berekening, inning en invordering van deze bijdragen en de eventuele verhogingen van de bijdragen en de verwijlinteressen dezelfde als die van toepassing zijn op de sociale zekerheidsbijdragen.

Art. 15 - Deze bijdragen worden betaald aan de pensioeninstelling die verantwoordelijk is voor de administratie van het sectorpensioenplan na de inhouding van een beheerskost van 5% ten voordelen van "Fonds 2^{de} pijler PC 130 labeur".

De raad van bestuur kan de pensioeninstelling aanstellen zodat hij de bijdragen rechtstreeks van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ontvangt. In dit geval, zal de pensioeninstelling de beheerskosten aan het "Fonds 2^{de} pijler PC 130 labeur" betalen.

Hoofdstuk 6 begroting en boekhouding

Art. 16 - Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt 31 december. Echter, tijdens het eerste jaar zal het boekjaar beginnen op 1 juli 2010 en eindigen op 31 december 2011.

Art. 17 - Ieder jaar ten laatste tijdens de maand maart, moet de begroting worden ingediend ter goedkeuring door het paritair comité.

Art. 18 - De rekeningen van het afgelopen jaar worden afgesloten per 31 december. De raad van bestuur en de revisor of boekhouder aangewezen door het paritair comité krachtens artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, stellen elk jaar een schriftelijk verslag op over de uitvoering van hun missie over het afgelopen jaar. De rekeningen en jaarverslagen moeten ten laatste tijdens de maand juni ter goedkeuring worden voorgelegd aan het paritair comité.

Hoofdstuk 7 Ontbinding

Art. 19 - In geval van ontbinding van het "Fonds 2^{de} pijler PC 130 labeur", benoemt het paritair comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf de vereffenaars, bepalen hun bevoegdheden en vergoedingen, en geeft een bestemming aan de middelen van het "Fonds 2^{de} pijler PC 130 labeur".